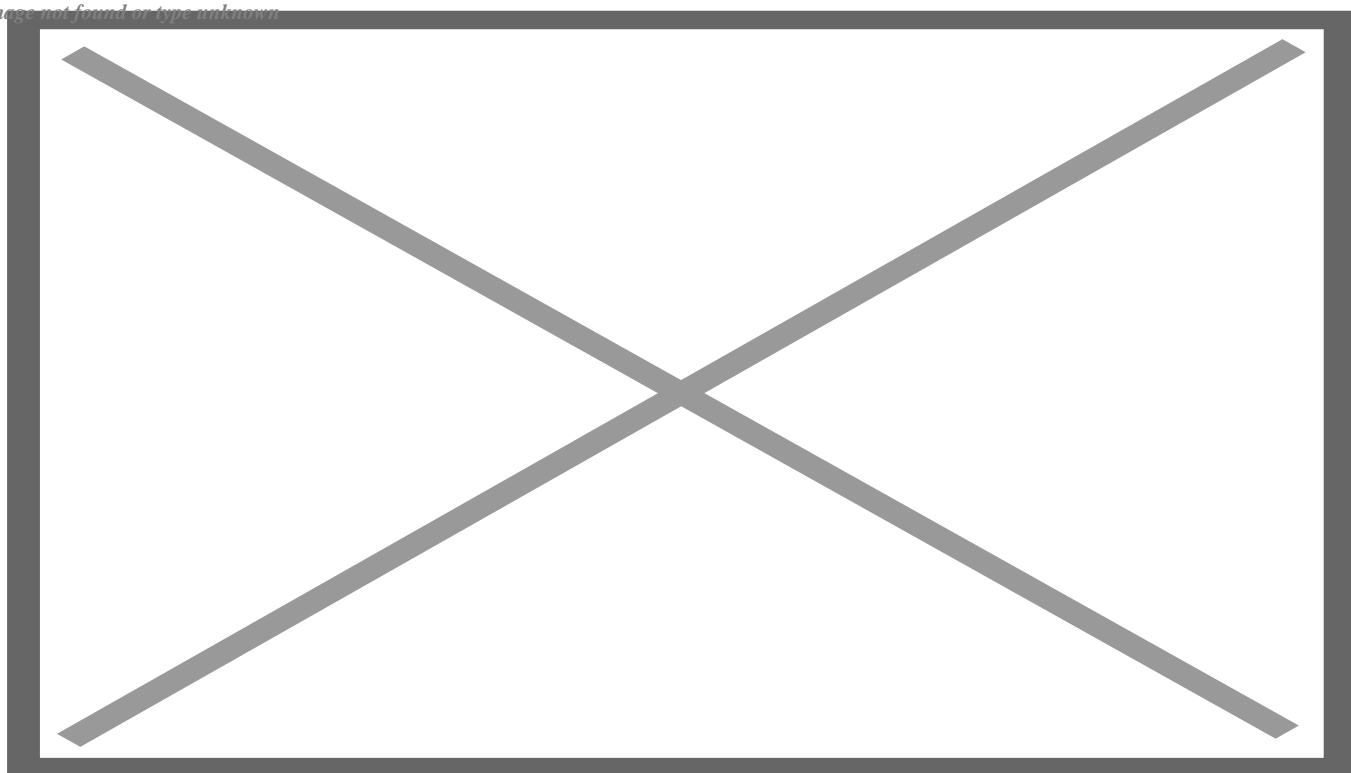


Des clôtures, des ponts surélevés et des rebondissements de l'histoire

Image not found or type unknown



Par Atilio Borón

Effrayé par la réaction populaire à l'emprisonnement du colonel Juan Perón sur l'île Martín García ordonné par le président Edelmiro Farrell le 12 octobre 1945, le régime militaire issu de la révolution de 1943 donne l'ordre de "lever les ponts". Il entendait ainsi empêcher la marche annoncée de l'énorme conglomerat populaire - basé dans l'autre côté du Riachuelo... vers la Place de Mai, où il rejoindrait les contingents du sud de la ville de Buenos Aires elle-même, les bidonvilles de Barracas, Parque Patricios et La Boca. Le résultat est connu: le 17 octobre, les masses plébéiennes étaient présentes au cœur même de la vie politique argentine et ce seul fait, ainsi que la crainte de nouvelles mobilisations plus importantes, ont décrété la fin du régime militaire et imposé la convocation des élections présidentielles de février 1946, qui allaient donner à Juan Perón la présidence de la République.

Le geste fait samedi dernier par le chef du gouvernement de la ville de Buenos Aires en établissant des barrages autour des accès à la résidence de Cristina Fernández à Recoleta présente une ressemblance suggestive avec cette décision, aussi stupide politiquement que l'actuelle décision de Horacio Rodríguez, de "lever les ponts", qui a finalement eu exactement l'effet inverse de celui recherché. L'abus de l'état de droit perpétré par la "Justice" fédérale dans l'affaire Vialidad contre Cristina Fernández de Kirchner et certains de ses collaborateurs, dans laquelle les faits, les évidences et les preuves concrètes brillaient par leur absence, a prétendu être caché par la mise en scène d'un festival de logomachie où l'important était le verbiage vide et les gestes spectaculaires du procureur Diego Luciani, fidèlement reproduits par les occupants de l'égout médiatique qui se font passer pour des journalistes et qui ont fait du mot "musclé" la rengaine avec laquelle ils ont tenté d'abrutir et d'empoisonner l'opinion publique jour et nuit, pendant toute une semaine.

Si l'on ajoute à cela la peine requise par l'obscur petit avocat jusqu'à hier - 12 ans de prison pour Cristina et l'interdiction à vie d'exercer toute fonction publique - on comprend que la décision de Horacio Rodríguez revient à tenter d'éteindre un incendie en jetant de l'essence sur les flammes. Un feu attisé par les vents de la frustration populaire face à l'incapacité du gouvernement à mettre fin à la grande affaire de l'inflation qui appauvrit presque tout le pays, tout en augmentant la fortune des plus riches.

Ajoutez à cela la recommandation d'un "coup d'État en douceur" - comme le suggèrent les déclarations insolentes de l'ambassadeur nord-américain : "La recette pour réveiller le lion endormi, comme le dit très justement Luis Bruschtein dans sa chronique de samedi dernier dans Página/12, est servie sur un plateau d'argent.

Soudain, des masses démobilisées, submergées par le désenchantement et accablées par les difficultés économiques, se sont spontanément rebellées, démontrant une fois de plus - comme lors du classique 17 octobre, comme lors des journées des 19 et 20 décembre 2001 - que la mollesse et la tiédeur d'une grande partie de la direction (pas toute, bien entendu, bien sûr) a ses limites et que, tôt ou tard, il est condamné à être compensé par le pouvoir plébéien une fois qu'il sera stimulé par l'arrogance et la violence institutionnalisée de ses ennemis de classe.

Le grand défi sera désormais de faire durer ce nouvel état d'esprit suffisamment longtemps pour déjouer les manœuvres de la "dictature médiatique-judiciaire", qui ne cessera pas ses tentatives, et d'installer un climat d'opinion plus favorable au camp populaire face aux élections cruciales de 2023. Nous étions dans une mauvaise passe, mais l'histoire nous a donné un rebondissement inattendu qui encourage l'espoir et renforce l'esprit combatif défaillant. Comme celle qui s'est produite après la défaite aux élections législatives de 2009 avec la célébration du Bicentenaire, qui a réinstallé la politique de la rue (la seule qui puisse changer le monde, au passage) au centre de la vie publique nationale. Il faudra savoir tirer le meilleur parti de ce moment privilégié.

Tiré de Página 12

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/297877-des-clotures-des-ponts-sureleves-et-des-rebondissements-de-lhistoire>



Radio Habana Cuba